Mairie de Malataverne

Drôme

COMPTE RENDU

Séance du Conseil municipal

Du lundi 7 avril 2025 à 19h00

L'an deux mille vingt-cinq, le lundi 7 avril à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Malataverne s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Madame Véronique ALLIEZ, maire.

Nombre de conseillers en exercice : 19

Présents : 15

Johann DEREUDER arrive au conseil municipal à 19h11.

Procurations : 1

Absents excusés : 1 absents non excusés : 3

Date de la convocation : le 25 mars 2025

Etaient Présents : ALLIEZ Véronique, JAILLON Marion, DELAHAYE Laurent, CHARMASSON Laurence, MAGNAC Virginie, MANFREDI Laurence, PINEL Francette, PASTOUREL, Hélène, BOURRET Thierry, BRESSON Bernard, DEREUDER Johann, PUEL Jean-Marie, BEY Pierre, SECARD Marie.

Procurations : Pascal ROUVEURE donne pouvoir à Véronique ALLIEZ.

Absents excusés : Pascal ROUVEURE.

Absents non excusés : GLAUDIO Archange, COURBIERE Samuel, Emilie DECHILLY.

Secrétaire de séance : SECARD Marie

Approbation du CR du 1^{er} avril 2025.

Au regard du délai qui sépare les deux conseils municipaux et de la remarque de Monsieur BEY concernant la retranscription des échanges lors du conseil municipal susvisé. L'approbation du CR du conseil est donc remise au futur conseil municipal.

1-25-24 Adoption budget communal

- Approbation du compte de gestion

Madame le Maire évoque que l'ensemble des conseillers a été informé des informations relatives au budget et notamment sur les opérations d'investissement.

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Mme Véronique ALLIEZ, maire, après s'être fait présenter le compte de gestion de l'exercice 2024 dressé par M. Régis SOREDA, receveur, et qui peut se résumer comme suit :

	EXPLOITATION FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
Libellé	Déficit	Excédents	Déficit	Excédent	Dépenses	Recettes
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Déficit	Excédent

Résultats reportés			1 393 031,97€		1 393031,97€	
Opérations de l'exercice	3 413099,15€	4042921,69€	695 099,50 €	2340074,95 €	4 108 198,65 €	6 382 996,64 €
Total	3 413099,15€	4042921,69€	2 088 131,47€	2340074,95€	5 501 230,62 €	6 382 996,64 €
Résultats de clôture		629 822,54 €		251 943,48€		881 766,06 €

Déclare que le compte de résultat dressé par le receveur pour l'exercice 2024, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à **L'UNANIMITE**, d'accepter les propositions de Madame la première adjointe, dans les conditions exposées ci-dessus.

Cette délibération n'appelle aucune observation de la part des conseillers.

POUR	CONTRE	ABSTENTION
UNANIMITE		

1-25-25 Approbation du compte administratif

Afin de procéder au vote du compte administratif du budget communal pour l'exercice 2024, Madame le Maire doit se retirer et le Conseil Municipal doit élire un Président de séance.

Le Président de séance, Madame Laurence CHARMASSON, Première Adjointe, expose aux membres du Conseil Municipal les résultats du compte administratif du budget susvisé de la Commune de MALATAVERNE accompagné de toutes les pièces relatives à la comptabilité et la justification des recettes et des dépenses.

Le tout a été examiné et a été reconnu régulier.

Lui donne acte de la présentation du compte administratif qui peut se résumer ainsi :

	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
Libellé	Déficit	Excédents	Déficit	Excédent	Dépenses	Recettes
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Déficit	Excédent

Résultats reportés			1 393031,97€		1 393031,97€	
Opérations de l'exercice	3 413099,15€	4042921,69€	695 099,50 €	2340074,95 €	4 108 198,65 €	6 382 996,64€
Total	3 413099,15€	4042921,69€	2 088 131,47€	2340074,95€	5 501 230,62 €	6 382 996,64€
Résultats de clôture		629 822,54 €		251 943,48€		881 766,06 €

Constate les identités de valeurs avec chacune des indications du compte de gestion relatives aux résultats d'exploitation de l'exercice, au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés aux différents comptes.

Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à **L'UNANIMITE des votants**, d'accepter les propositions de Madame la première adjointe, dans les conditions exposées ci-dessus.

POUR	CONTRE	ABSTENTION
Unanimité des votants		

1-25-26 Affectation du résultat,

Madame le Maire projette la délibération portant affectation du résultat et propose au conseil municipal de voter une affectation de 600 000 euros.

Monsieur Jean-Marie PUEL s'interroge sur le fait de garder un peu plus d'argent sur le fonctionnement. Madame le Maire indique que les montants sont confortables et que la collectivité a prévu de la marge pour palier les augmentations en énergie/eau. Madame le Maire évoque la gestion saine de la collectivité, l'excédent est confortable. Madame le Maire indique également qu'il y a moins de RAR cette année.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à **L'UNANIMITE**, d'accepter les propositions de Madame le Maire, dans les conditions exposées ci-dessus.

POUR	CONTRE	ABSTENTION
unanimité		

1-25-27 Vote du budget primitif,

Fonctionnement 4 205 659,69 €

Investissement 4 060 360,95 €

Monsieur Pierre BEY demande des informations supplémentaires sur l'investissement de 1,8M° pour le foncier AGRIPPA. Madame le Maire expose que la valorisation sera favorable pour la Mairie. Elle explique que le vendeur de cette zone a trouvé un acquéreur et que des CU avaient été déposés pour des stations de lavages par exemple. Madame le Maire rappelle qu'il y a lieu de maîtriser le foncier et ensuite de le valoriser.

Monsieur Thierry BOURRET évoque les compteurs linky et notamment l'obligation ou non d'y souscrire. Madame le Maire rappelle le cadre légale de ces compteurs et leur établissement.

POUR	CONTRE	ABSTENTION
Unanimité		

1-25-28 Vote des subventions pour les Associations.

SUBVENTIONS ASSOCIATIONS - Chapitre 6574	
A TRAVERS CHANTS	350
ACCA	250
ADRASEC	0
AMICALE LAIQUE	500
AMICALE DU PERSONNEL	1000
ANC.COMBATTANTS UNACITA	250
ARCHEO MALA	0
AU COIN DU JEU	0
BOULE MALATAVERNOISE	250
CAP TNF	750
CLUB DE GYM	750
CLUB DE RANDONNEE	400
CREA QUILT	250
COMITE DES FETES	7000
CSM FOOT	3000
FNACA	250
K DANSE PLUS	250
CYCLO CLUB	0
NOT'EN FOLIE	600
PALEOC	5000
PETANQUE MALATAVERNOISE	1000
RAC	?
RC BASH	0
RUCHER MALATAVERNOIS	0
SPA Pierrelatte	600
TAMALOUS	600
TAROT CLUB	250
TENNIS	0
TOUS EN SCENE	1000
USEP	1200

Spectacle RAM	0
TOTAL	25750
Subventions exceptionnelles	5500
Séisme	0,00 €
	31 250,00 €

Le vote sur les subventions a été fait au cas par cas, ligne par ligne. Madame le Maire demande à ce que les élus qui ont un **lien direct ou indirect avec telle association de ne pas prendre part aux débats ni au vote des subventions qui les concernent**. Madame le Maire précise que d'autres subventions exceptionnelles ont déjà été versées et que certaines associations excédentaires n'ont pas souhaités faire de demande pour cette année 2025.

Les élus sortent donc des débats et ne prennent pas part au vote pour :

2 Amical Laïque

Madame Virginie MAGNAC, Monsieur Laurent DELAHAYE, Monsieur Johann DEREUDEUR ne prennent pas part aux débats et ne prennent pas part au vote.

3 Le club de Gym

Madame Hélène PASTOUREL ne prend pas part aux débats ni au vote.

4 Club de randonnée

Madame Francette PINEL ne prend pas part au vote ni aux débats.

5 Comité des fêtes

Monsieur Pierre BEY et Madame Virginie MAGNAC ne prennent pas part aux débats ni au vote.

6 Kdanse+

Monsieur David DURAND-ESPIC ne prend pas part au vote ni au débat.

7 Tous en Scène

Madame Marion JAILLON, Monsieur Pierre BEY, Monsieur Johann DEREUDEUR, ne prennent pas part au vote ni aux débats.

8 USEP

Madame Virginie MAGNAC, Monsieur Laurent DELAHAYE, Monsieur Johann DEREUDEUR, Madame Francette PINEL , Monsieur David DURAND-ESPIC ne prennent pas part au vote ni aux débat

Entendu l'exposé de Madame le Maire, Véronique ALLIEZ, il est proposé au conseil municipal de voter le tableau présenté *supra*, Après en avoir délibéré à l'**UNANIMITE** de ses membres votants, le conseil municipal :

- **ADOpte** le tableau des subventions exceptionnelles et des subventions aux associations pour l'année 2025 tel que détaillé ci-dessus.

POUR	CONTRE	ABSTENTION
UNANIMITE des votants		

1-25-29 Convention HARDY – acquisition HAUTEFEUILLE

Le maire, Véronique ALLIEZ, informe que lorsque M. HARDY a réalisé les travaux de construction de sa maison sise n° 55 impasse Clarinas, il a construit une terrasse au-delà de sa propre limite de propriété, sans autorisation de la commune. Aujourd'hui, la terrasse empiète sur le domaine public communal de l'impasse Clarinas et passe au-dessus du réseau des eaux pluviales.

Il est proposé d'autoriser Madame HAUTEFEUILLE à conserver leur terrasse, aux conditions suivantes :

- Délivrance d'une autorisation d'occupation du domaine public, autorisation précaire et révocable ;
- En cas de nécessité d'une intervention sur la canalisation d'eaux pluviales qui impliquerait que la terrasse soit cassée : tous les frais liés à cette casse seront à la charge de Madame HAUTEFEUILLE, sans qu'ils puissent réclamer une quelconque indemnisation de quelque nature que ce soit ;
- Plus généralement : au cas où la commune souhaiterait récupérer l'entière emprise de la voie communale impasse Clarinas, tous les frais de démolition de la terrasse seront à la charge de Madame HAUTEFEUILLE, sans qu'ils soient fondés à réclamer une quelconque indemnisation liée à ces frais ou à la perte de jouissance du morceau de terrasse.
- Redevance d'occupation temporaire du domaine public à hauteur de 15 euros par an pour le propriétaire.

Véronique ALLIEZ propose de confier la rédaction d'une convention précaire et révocable d'occupation du domaine public au notaire Me BRUGGER, les frais étant à la charge de Madame HAUTEFEUILLE.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Véronique ALLIEZ,

A L'UNANIMITE,

ACCEPTE l'établissement d'une convention d'occupation du domaine public, qui soit précaire et révocable, au profit de HAUTEFEUILLE, aux conditions détaillées ci-dessus ;

FIXE à 15 euros par an le montant de cette redevance d'occupation temporaire

AUTORISE le maire à signer ladite convention à intervenir.

POUR	CONTRE	ABSTENTION
UNANIMITE		

1-25-30 Convention DAHNIEUX (IMMOVRAC)-HAUTEFEUILLE MAJ délibération de 2003

Cf délibération de 2003

Madame le Maire expose qu'une délibération du 26 février 2003 faisait déjà état d'une servitude sur la parcelle ZK140. Cette servitude permet de désenclaver le propriétaire. En 2003, le conseil Municipal confirme l'accord pour une parcelle ZK140 communale au profit de la parcelle 130.

Aujourd'hui Madame HAUTEFEUILLE souhaite vendre sa parcelle au profit IMMOVRAC (DANHIEUX) et il y a lieu d'actualiser les dispositions prévues au profit de la servitude de passage.

La constitution de la servitude de passage grevant la parcelle cadastrée section ZK numéro 140 (faisant partie du domaine privé de la commune) au profit de la parcelle ZK numéro 130 en précisant qu'il s'agit d'un complément à la délibération du conseil municipal du 26 février 2003, et que sur ce passage est autorisé de manière expresse le passage de poids lourd.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Véronique ALLIEZ,

A L'UNANIMITE,

ACCEPTE la constitution de la servitude de passage grevant la parcelle cadastrée section ZK numéro 140, faisant partie du domaine privé de la commune au profit de la parcelle ZK numéro 130

DIT que cette délibération vient en complément à la délibération du conseil municipal du 26 février 2003,

AJOUTE que cette servitude autorise de manière expresse le passage de poids lourd.

AUTORISE le maire à signer toute acte relatif à la présente affaire.

POUR	CONTRE	ABSTENTION
Unanimité		

1-25-31 Délibération portant Coup de pouce pour les jeunes : Actions communales envers la jeunesse de MALATAVERNE/MISE EN PLACE DE « BOURSES BAFA » ET « BOURSES PERMIS DE CONDUIRE » 2024 et 2025

ACTIONS COMMUNALES ENVERS LA JEUNESSE DE MALATAVERNE / MISE EN PLACE DE « BOURSES BAFA » ET « BOURSES PERMIS DE CONDUIRE » :

Le maire, Véronique ALLIEZ, propose que la commune de Malataverne attribue des bourses à des jeunes de Malataverne pour les aider à financer l'obtention d'un BAFA ou du permis de conduire, dans la limite de 4 bourses pour l'année 2024 et 4 pour l'année 2025. La bourse sera attribuée en contrepartie de la participation du jeune au fonctionnement d'un organisme d'utilité publique, à raison de 50 heures.

Marie SECARD souhaite ne pas prendre part ni aux débats ni au vote de la délibération portant mise en place de la bourse BAFA 2024 : 4 bourses de 500 euros.

POUR	CONTRE	ABSTENTION
Unanimité des votants		

Idem pour 2025 BAFA 2025 : 4 bourses de 500 euros.

POUR	CONTRE	ABSENTION
Unanimité		

Les jeunes devront présenter un dossier de candidature.

Les critères d'admissibilité du dossier sont :

- ***Avoir entre 15 et 20 ans (le seuil d'âge minimum était fixé à 16 ans auparavant)**
- *être résident Malatavernois depuis au moins 1 an,
- *ne pas repasser le permis ou le BAFA en cas d'un premier échec à l'examen ou de retrait de permis,
- *avoir un projet de contrepartie de 50h dans une ou plusieurs associations, SEJ, bibliothèque ou organisme...

Les critères d'attribution :

- *La contrepartie proposée devra être effectuée en priorité dans des structures associatives locales non politiques et non religieuses (l'association doit être à jour des dossiers demandés par la mairie). Toutes les démarches auprès des structures associatives devront avoir été effectuées avant l'audition des candidats (prise de contact avec la structure, définition du projet de contrepartie, mise en place d'un planning prévisionnel, ...). Toutefois, le candidat ne pourra pas réaliser sa contrepartie avant d'avoir reçu l'accord de la commission.
- *La motivation du candidat et son projet personnel
- *Le bénéficiaire peut être adhérent de l'association où il veut faire les heures de sa contrepartie, dans ce cas il ne sera pas prioritaire
- *Si la personne a déjà bénéficié de cette aide par le passé, elle ne sera pas prioritaire
- *Le quotient familial
- *Dans le cas d'une demande d'aide pour obtenir le BAFA, si le stage se fait sur Malataverne il sera prioritaire sur d'autre stage.

Montant de la bourse : 500 euros
Paiement : à l'organisme de formation

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire,

A L'UNANIMITE des votants, (*Madame Marie SECARD n'ayant pas participé au débat ni au vote*),

APPROUVE l'attribution de bourses à des jeunes de Malataverne pour les aider à financer l'obtention d'un BAFA ou du permis de conduire, dans la limite de **4 bourses de 500 euros pour l'année 2024 et 4 bourses pour l'année 2025.**

APPROUVE les conditions d'attribution et de paiement de la bourse, selon les conditions détaillées ci-dessus.

AUTORISE le maire comme son adjoint à signer tout document utile au règlement de ce dossier.

1-25-32 Modification du règlement coup de pouce

Madame Véronique ALLIEZ propose de modifier le règlement coup de pouce en intégrant une possibilité de résilier la convention en cas de mauvais comportement.

Elle fait état de jeunes qui ont demandé le coup de pouce mais qui se comportent mal sur le territoire communal (dégradation mobilier urbain, tags, incivilités...).

Madame le Maire propose de rajouter : que « *la bourse pourra être retirée ou non accordée à son bénéficiaire en cas de comportement pénalement répréhensible, que ce soit par un juge, un délégué du procureur ou par le biais des pouvoirs de police du Maire* ».

LE CONSEIL MUNICIPAL, sur le rapport de Madame Véronique ALLIEZ, maire après en avoir délibéré, à la majorité des votants (1 contre Monsieur Pierre BEY)

DECIDE :

- **De modifier** le règlement du service enfance jeunesse tel que développé *supra* à compter de la publication de la présente délibération,

Pierre BEY n'est pas d'accord avec le fait de sanctionner le jeune et d'enlever la bourse. Pour lui, la notion de comportement ne doit pas rentrer en ligne de compte. Il indique que c'est une mesure d'extrême droite et attaque Véronique ALLIEZ, maire sur ses valeurs. Marie SECARD rappelle que le dispositif peut être octroyé de 15 ans à 20 ans et que du coup cela laisse la possibilité au jeune de re déposer un dossier l'année d'après. Jean-Marie PUEL évoque la différence entre TIG et l'octroi de la bourse, il évoque le maniement des deniers publics et les impôts locaux de la commune. Il donne un exemple et mentionne que les deniers publics doivent être correctement utilisés.

POUR	ABSTENTION	CONTRE
Majorité des votants 14	0	1
		Pierre BEY

1-25-33 Modification n° 2 du PLU : Modification des hauteurs

PROJET DE DELIBERATION PORTANT APPROBATION DE LA MODIFICATION N° 2 DU PLU

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 153-23, L. 153-36 à L. 153-44, L. 153-21, R. 153-20 et R. 153-21.

Vu le plan local d'urbanisme approuvé par délibération du 17 septembre 2012, modifié par délibération du 25 novembre 2019, mis en compatibilité avec une déclaration de projet par délibération du 21 septembre 2021.

Vu l'arrêté n°23-134 du 10 novembre 2023 par lequel le maire a prescrit la procédure de modification n°2 du PLU.

Vu la délibération n°1-24-037 du 11 juillet 2024 actant la non-soumission de la procédure de modification du PLU à évaluation environnementale – demande au cas par cas ad hoc – modification n°2 du PLU.

Vu l'ordonnance du 27 novembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Grenoble a désigné Monsieur Gérard BARRIERE en qualité de commissaire enquêteur.

Vu l'avis émis le 4 janvier 2024 par la commune de Châteauneuf du Rhône, l'avis du 12 janvier 2024 de la MRAe, l'avis du 19 janvier 2024 de la commune d'Allan, l'avis du 24 janvier 2024 de la Direction départementale de Territoires, l'avis du 25 janvier 2024 de l'INAO, l'avis du 29 janvier 2024 de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Vu le rapport du commissaire enquêteur du 20 février 2025.

Considérant que les zones d'activités dites du Razas, des Plaines, de Combelière et de Montchamp, situées au sud du territoire communal, sont mitoyennes entre elles et classées en zone Ui au sein du PLU.

Considérant que le règlement de la zone Ui limite à 12 mètres la hauteur maximale des constructions, et comporte trois sous-secteurs : Uia dans lequel la hauteur maximale est maintenue à 12 m, Uib dans lequel elle est fixée à 13,5 mètres et Uiab dans lequel elle est fixée à 15 mètres.

Considérant que la hauteur maximale de principe, fixée à 12 mètres, est inadaptée et que la commune est régulièrement contrainte de modifier son document d'urbanisme pour y déroger,

Considérant que plusieurs constructions existantes dans cette zone dépassent la hauteur de 12 mètres et que le PLU de la commune de DONZERE, qui accueille un prolongement de la zone économique, autorise des hauteurs comprises entre 13 et 20 mètres.

Considérant que, dans ce contexte, il est nécessaire de revoir la règle de principe fixant la hauteur maximale des constructions dans la zone Ui à 12 mètres pour porter cette hauteur à 17 mètres sur la zone Ui et sur le sous-secteurs Uia, afin de favoriser l'accueil et l'extension des entreprises, permettre la reconversion de locaux vacants, de densifier cette zone déjà artificialisée, d'optimiser l'utilisation du foncier, de mettre en cohérence le règlement avec la situation de fait et d'harmoniser la hauteur des constructions avec celle de la commune mitoyenne de DONZERE sur le territoire de laquelle les zones d'activité se prolongent.

Considérant qu'il n'y a pas lieu de modifier la hauteur maximale des constructions dans les sous-secteurs Uib (13,5 m) et Uiab (15 m).

Considérant que cette évolution implique une modification du règlement de la zone Ui.

Considérant que cette modification est susceptible d'avoir pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultante, dans cette zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan et qu'à ce titre, elle doit faire l'objet d'une procédure de modification de droit commun, avec enquête publique, conformément aux dispositions de l'article L. 153-41 du code de l'urbanisme.

Considérant que cette évolution n'est pas de nature à permettre la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000.

Par arrêté n°23-134 du 10 novembre 2023 le maire a prescrit la procédure de modification n°2 du PLU.

La modification n°2 du PLU a pour objectif :

- D'accueillir de nouvelles entreprises sur les parcelles encore disponibles sur les zones d'activités dites du Razas, des Plaines, de Combelière et de Montchamp ;
- De densifier les parcelles déjà artificialisées ou de faire une reconversion de parcelles en friches, suivant les surfaces des parcelles occupées, plus ou moins grandes ou petites ;
- Mettre en cohérence le règlement écrit du PLU avec la situation actuelle de la zone urbaine d'activités économiques, certains bâtiments dépassant actuellement les 12m en zone Ui et Uia ;
- D'optimiser l'utilisation du foncier, l'autoroute A7 et la RN7 obligeant à des contraintes de bandes tampon, comme voies à grande circulation ;
- D'harmoniser les hauteurs de la zone urbaine d'activités économiques avec la zone ZI de Donzère qui autorise des hauteurs plus élevées.

Considérant que la modification n°2 du PLU n'est pas susceptible d'avoir un impact notable sur l'environnement, ni d'incidence sur une zone humide, l'assainissement, sur le paysage ou le patrimoine bâti et ne concerne pas des sites et sols pollués ou potentiellement pollués.

Le projet de modification a été transmis aux personnes publiques associées (PPA) pour avis.

La commune de Châteauneuf du Rhône, de la MRAe, de la commune d'Allan, de la Direction départementale des Territoires, de l'INAO et de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes ont adressé à la commune leur avis sur le projet de modification.

Par ordonnance du 27 novembre 2024 le tribunal administratif de Grenoble a désigné M. Gerard BARRIERE en qualité de commissaire enquêteur.

Par arrêté n°24-144 du 6 décembre 2024 le maire a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de modification n°2 du PLU et en a fixé les modalités.

L'enquête publique s'est tenue du 6 janvier 2025 au 21 janvier 2025.

Considérant qu'après avoir recueilli les avis du public, le commissaire enquêteur a déposé son rapport et ses conclusions le 20 février 2025.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la modification n°2 du PLU assorti d'une réserve relative à l'écriture de l'article Ui 10 du PLU ainsi qu'une recommandation pour la mise en œuvre de la prochaine révision générale du PLU.

La commune a pris en considération la réserve exprimée par le commissaire enquêteur et a décidé d'apporter à l'article Ui 14 du PLU la modification suivante :

« La zone Ui est destinée à des activités à dominante industrielles, mais est susceptible d'accueillir également des activités :

- artisanales, et les activités commerciales qui s'y rattachent ;
- commerciales ;
- de service.

La zone Ui comprend :

- un secteur Uia, desservi par un système d'assainissement non collectif ;
- un secteur Uiab, desservi par un système d'assainissement non collectif et où la hauteur des constructions autorisées est différente.
- **un secteur Uib où la hauteur des constructions autorisées est différente »**

La commune a pris en considération la réserve exprimée par le commissaire enquêteur et a décidé d'apporter à l'article Ui 10 modifié du PLU la correction suivante :

« - La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel existant avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet jusqu'au faitage.

- Les ouvrages techniques, cheminées autres superstructures sont exclus du calcul de la hauteur.

La hauteur des constructions ne doit pas dépasser :

12 mètres pour la zone Uia de Sainte Agnès

17 mètres pour les zones Ui et Uia (hors ZAE de Sainte Agnès)

15 mètres pour la zone Uiab.

13,5 mètres pour la zone Uib.

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les équipements d'infrastructures (réservoirs, silos, centrales à béton, tours hertziennes, pylônes, etc.). »

C'est en l'état que la modification n° 2 du PLU est soumise au conseil municipal pour approbation.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- approuve le PLU modifié tel qu'il est annexé à la présente,
- en application de l'article L. 153-23 du code de l'urbanisme, le PLU modifié ainsi que la présente délibération seront publiés sur le portail national de l'urbanisme et transmis au représentant de l'Etat dans le département.

- en application de l'article R. 153-21 du même code, la délibération d'approbation de la modification n° 2 du PLU sera affichée pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier pourra être consulté.

La délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution des formalités d'affichage et de publication dans la presse, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

POUR	ABSTENTION	CONTRE
Majorité des votants	1 Pierre BEY	0

Pierre BEY évoque l'incohérence entre le compte-rendu rendu par le commissaire enquêteur et l'avis favorable transmis. Il indique qu'il y a plus de 160 pages et que les administrés ne souhaitent pas cette modification du PLU. Il explique également que s'il y a modification de la hauteur il n'y aura pas d'enquête environnementale et que ce serait préjudiciable pour l'environnement. A la demande de Madame le Maire, Madame Charlotte CARTA précise que sur les 16 personnes qui ont été entendu pour l'enquête, il y a 9 foyers et que sur ces 9 foyers, il y a des membres de la même famille. Ce qui fausse les arguments de Monsieur BEY. Elle précise également que la modification du PLU n'empêche en rien d'avoir pour des demandes de permis des dossiers uniques environnementaux et explique qu'il n'y a pas à faire de la désinformation.

1-25-34 Création d'une régie - CADRE DE VIE

Madame le Maire propose la création d'une régie cadre de vie pour les photocopies de l'accueil, pour les animations en tout genre, moins de maniement de fond pub.

Rappel : les élus ne doivent en aucun cas manipuler des deniers pub.

Régine sera la régisseuse principale et Fabienne B et Nathalie B suppléante.

POUR	CONTRE	ABSTENTION
UNANIMITE		

Clôture du conseil municipal

21h46

Fait à Malataverne, 8 avril 2025
Délibérations affichées le 8 avril 2025
Le maire, Véronique ALLIEZ.

SECARD Marie,

CHARMASSON Laurence,

JAILLON Marion,

MAGNAC Virginie,

BRESSON Bernard,

BOURRET Thierry,

ROUVEURE Pascal,

DECHILLY Emilie

DELAHAYE Laurent,

BEY Pierre,

PUEL Jean-Marie,

PINEL Francette,

PASTOUREL Hélène,

MANFREDI Laurence,

DURAND-ESPIC David,

COURBIERE Samuel,

DEREUDER Johann,

GLAUDIO Archange,